

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

28 avril 2011

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**visant à la reconnaissance,
par la Belgique, de l'État palestinien
indépendant dans les frontières d'avant 1967**

(déposée par M. Dirk Van der Maelen)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 april 2011

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**tot Belgische erkenning
van de onafhankelijke Palestijnse Staat
binnen de grenzen van vóór 1967**

(ingediend door de heer Dirk Van der Maelen)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales — Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les négociations de paix entre Israël et la Palestine sont au point mort pour la nième fois. Le moratoire sur l'extension de colonies de peuplement en Cisjordanie palestinienne s'est achevé en septembre dernier et le gouvernement israélien a refusé de prolonger ou de renouveler ce moratoire. Dans l'intervalle, l'impasse entre Israël et l'Autorité palestinienne est complète. Plus la situation s'éternise, plus avènement d'un État palestinien indépendant dans les frontières de 1967 est improbable. En dépit des innombrables déclarations de la communauté internationale qui condamnent les colonies de peuplement et le statut précaire des Palestiniens ou qui souscrivent à l'importance d'une solution biétatique.

Par sa politique de colonisation, Israël se place depuis des décennies au-dessus du droit international. Cette attitude n'entrave pourtant en rien ses excellentes relations avec les États-Unis (USA) ou l'Union européenne (UE). Les USA versent bon an mal an trois milliards de dollars d'aide, surtout militaire, au gouvernement israélien. L'Union européenne est souvent plus critique, mais en dépit de ses condamnations du blocus de Gaza, de la construction de la "clôture de sécurité" et de l'occupation croissante, elle continue de conclure de nouveaux accords de coopération avec Israël. En tant que principal partenaire commercial d'Israël, l'Union européenne pourrait mieux utiliser ses puissants leviers économiques et politiques pour soutenir le processus de paix. Malheureusement, dans les relations bilatérales avec Israël, ce sont toujours les intérêts économiques et les intérêts de la *realpolitik* qui prennent le pas sur les droits de l'homme et une paix durable dans la région.

C'est dans ce récit que s'inscrit le récent veto américain contre la résolution des Nations-unies condamnant l'implantation des colonies. Les USA mettent publiquement en doute la légitimité des colonies, mais ils refusent systématiquement d'incriminer Israël en la matière dans l'enceinte des Nations-unies.

Dans l'intervalle, les relations entre Israël et l'Autorité palestinienne restent très laborieuses, à l'exception de la coopération dans le domaine de la sécurité. Ce status quo et la poursuite du morcellement de la Cisjordanie compromettent la viabilité d'un État palestinien indépendant dans les frontières d'avant 1967. Cet immobilisme perdure, en dépit des innombrables déclarations, résolutions et condamnations tonitruantes qui réprouvent les colonies de peuplement et souscrivent à la nécessité urgente de dégager une solution biétatique.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De vredesgesprekken tussen Israël en Palestina zitten voor de zoveelste maal in het slop. Het moratorium op de uitbreiding van nederzettingen in de Palestijnse Westelijke Jordaanoever eindigde september jl. en de Israëlische regering weigerde om dit moratorium te verlengen of te vernieuwen. Intussen is de patstelling tussen Israël en de Palestijnse Autoriteit compleet. Hoe langer de situatie aansleept, hoe onwaarschijnlijker een onafhankelijke Palestijnse staat binnen de grenzen van 1967 wordt. Ondanks ontelbare verklaringen van de internationale gemeenschap die de nederzettingen en de precare situatie van de Palestijnen veroordelen of het belang van een tweestatenoplossing onderschrijven.

Met zijn kolonisatiepolitiek plaatst Israël zich al decennialang boven het internationaal recht. Toch hindert dit geenszins zijn voortreffelijke relaties met de Verenigde Staten (VS) of de Europese Unie (EU). De VS geeft elk jaar drie miljard dollar, voornamelijk militaire steun aan de Israëlische regering. De Europese Unie stelt zich vaak kritischer op. Maar ondanks haar veroordelingen van de blokkade van Gaza, bouw van de Veiligheidsmuur en groeiende bezetting, blijft ze nieuwe samenwerkingssakkoorden sluiten met Israël. Als belangrijkste handelspartner van Israël, zou de EU haar krachtige economische en politieke hefboomen beter kunnen toepassen om het vredesproces te steunen. Helaas primeren in de bilaterale relaties met Israël steeds opnieuw de economische en realpolitieke belangen op mensenrechten en langdurige vrede in de regio.

In dit verhaal past het recente Amerikaanse veto tegen de VN-resolutie die de bouw van de nederzettingen veroordeelt. De VS stellen publiekelijk de legitimiteit van de nederzettingen in vraag, maar ze weigeren systematisch om Israël hierrond binnen de Verenigde Naties aan te pakken.

De relaties tussen Israël en de Palestijnse Autoriteit blijven ondertussen erg moeizaam afgezien van samenwerking op het gebied van veiligheid. Met deze *status quo* en de verdere versnippering van de Westelijke Jordaanoever slinkt de werkbaarheid van een onafhankelijke Palestijnse staat binnen de grenzen van 1967. Ondanks ontelbare ronkende verklaringen, resoluties en veroordelingen van de nederzettingen en de hoogdringende nood aan een tweestatenoplossing onderschrijven, blijft deze verstarring maar aanhouden.

La présente résolution entend dès lors plaider en faveur de la nouvelle initiative diplomatique, telle qu'annoncée fin 2010 par le président palestinien Abbas. Le but est de convaincre un maximum de pays dans le monde à reconnaître officiellement un État palestinien indépendant. Cette initiative doit évoluer vers un vote à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2011. Septembre 2011 est également la date butoir pour les pourparlers de paix sous l'égide des États-Unis. C'est également le premier anniversaire de l'engagement du président Obama à accueillir dans l'année l'Autorité palestinienne comme membre des Nations unies.

Aujourd'hui, cent vingt pays déjà ont reconnu un État palestinien indépendant. En décembre 2010, le Brésil, l'Argentine, la Bolivie, l'Équateur et le Chili les ont rejoints et en 2011, le Pérou, la Russie, le Paraguay, la Guyane, le Suriname et l'Uruguay ont fait de même. Bien que plusieurs États membres de l'Union européenne, dont la Belgique, aient récemment renforcé leurs relations diplomatiques avec l'Autorité palestinienne, l'Union européenne s'en tient à une reconnaissance "en temps voulu".

On ne peut créer une paix durable et un État palestinien opérationnel que par le biais de négociations. C'est pourquoi une poursuite des pourparlers de paix et un compromis négocié entre les deux parties restent de la première importance. L'impasse actuelle exige toutefois un signal clair, tel qu'une reconnaissance de principe d'un État palestinien dans les limites des frontières d'avant 1967. Il convient dès lors d'interpréter une reconnaissance belge comme une contribution à un accord juste et équilibré entre les deux parties. Cet accord sert un objectif commun de la communauté internationale, à savoir deux États qui vivront enfin côte à côte dans la paix et la sécurité, dans des frontières internationalement reconnues. Une paix durable qui érode le terreau du terrorisme.

En outre, la reconnaissance d'un État palestinien indépendant attestera que notre pays répond aux aspirations démocratiques des populations arabes. Ces révolutions dans le monde arabe sont cruciales pour la stabilité future de "l'arrière-cour" de l'Europe. Le risque d'une nouvelle course aux armements est à craindre, compte tenu de la mauvaise image de l'Ouest dans la région et de l'augmentation des dépenses militaires d'Israël.

Le 9 mars 2011, le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a ainsi demandé aux USA une aide militaire supplémentaire de 20 milliards de dollars afin de pouvoir faire face aux nouvelles menaces engendrées

Daarom wil deze resolutie een lans breken voor het nieuw diplomatiek initiatief, zoals eind 2010 aangekondigd door de Palestijnse president Abbas. Het doel is zoveel mogelijk landen in de wereld te overtuigen om officieel een onafhankelijke Palestijnse staat te erkennen. Dit moet evolueren naar een stemming in de Algemene Vergadering van de VN, in september 2011. September 2011 is de *deadline* van de vredesgesprekken onder leiding van de VS. Ook is dit de eerste verjaardag van het beloofde engagement van president Obama om de Palestijnse Autoriteit binnen het jaar als lid van de VN te verwelkomen.

Vandaag erkenden al 120 landen een onafhankelijke Palestijnse staat. In december 2010 voegden Brazilië, Argentinië, Bolivia, Ecuador en Chili zich bij dit aantal, in 2011 volgden ook Peru, Rusland, Paraguay, Guyana, Suriname en Uruguay. Hoewel meerdere EU-lidstaten, waaronder België, hun diplomatieke relaties met de Palestijnse Autoriteit onlangs versterkt hebben, blijft de EU vasthouden aan een erkenning "te gepaste tijde".

Een duurzame vrede en een werkbare Palestijnse staat kunnen uiteraard alleen via onderhandelingen tot stand komen. Daarom blijft een voortzetting van de vredesgesprekken en een onderhandeld compromis tussen beide partijen van primordiaal belang. De huidige impasse eist echter een duidelijk signaal, zoals een principiële erkenning van een onafhankelijke Palestijnse staat binnen de grenzen van voor 1967. Een Belgische erkenning moet daarom worden geïnterpreteerd als een bijdrage tot een eerlijk en evenwichtig akkoord tussen beide partijen. Dit akkoord dient een gemeenschappelijk doel van de internationale gemeenschap, namelijk twee Staten die eindelijk in vrede en veiligheid naast elkaar zullen leven, binnen internationaal erkende grenzen. Een blijvende vrede die de voedingsbodem voor terreurdaaden verzwakt.

Bovendien bewijst de erkenning van een onafhankelijke Palestijnse staat dat ons land de democratische aspiraties van de Arabische bevolkingen beantwoordt. Deze Arabische omwentelingen zijn cruciaal voor de toekomstige stabiliteit van Europa's "achtertuin". Er valt te vrezen voor het risico op een nieuwe wapenwedloop, gezien het slechte imago van het Westen in de regio en de verhoogde militaire uitgaven van Israël.

Zo vroeg Israëliisch minister van Defensie Ehud Barak op 9 maart 2011 de VS om 20 miljard \$ extra militaire steun om de nieuwe dreigingen van de Arabische omwentelingen het hoofd te kunnen bieden.

par les révolutions dans le monde arabe. Les dépenses militaires d'Israël ont représenté jusqu'à 27 % de son produit intérieur brut en 1980, pour redescendre à 9 % en 2010. Il est à craindre que la dernière surenchère de Barak ne provoque, dans les pays arabes voisins une réaction en chaîne qui déclenche une nouvelle course aux armements. Une telle évolution aurait des conséquences dramatiques parce que les révolutions dans le monde arabe offrent précisément une occasion historique d'apporter davantage de paix, de stabilité et de démocratie dans la région. Une reconnaissance par la Belgique appuiera donc les aspirations légitimes, démocratiques des peuples du Moyent-Orient..

Par ailleurs, une reconnaissance internationale favorisera aussi la modération et la démocratie au sein de la communauté palestinienne. Une reconnaissance par la Belgique sera un signal fort et prouvera que la Belgique adhère réellement à la solution des deux États. Nous pouvons jouer un rôle de premier plan à cet égard. Une reconnaissance internationale accentue la pression sur les États-Unis pour qu'ils obtiennent des résultats concrets dans les pourparlers de paix. Cela augmente par ailleurs les chances que l'État palestinien devienne membre des Nations Unies. Il convient que nous insistions, tant au niveau national qu'au niveau international, pour que soit adoptée une approche courageuse de cette question internationale.

Bref, la reconnaissance de la Palestine par la Belgique aidera à initier un processus qui permettra d'accomplir d'urgence des progrès indispensables dans des pourparlers de paix stériles qui traînent en longueur depuis plus de dix-sept ans et qui sont complètement enlisés.

Israël's militaire uitgaven liepen in 1980 op tot 27 % van zijn bruto binnenlands product en werden afgebouwd tot 9 % in 2010. Met Barak's laatste opbod valt te vrezen dat een kettingreactie bij Arabische buurlanden tot stand komt die een nieuwe wapenwedloop op gang brengt. Dit zou dramatische gevolgen hebben omdat de Arabische omwentelingen juist een historische kans bieden om meer vrede, stabiliteit en democratie in de regio te introduceren. Een Belgische erkenning steunt dus de legitieme, democratische aspiraties van de volkeren in het Midden-Oosten.

Daarnaast werkt internationale erkenning ook de gematigdheid en democratie binnen de Palestijnse gemeenschap in de hand. Een Belgische erkenning geeft een sterk signaal betekenen en bewijst dat België het ook effectief meent met die tweestatenoplossing. We kunnen hierin een vooraanstaande rol spelen. Meer internationale erkenning verhoogt de druk op de VS om concrete resultaten te boeken in de vredesgesprekken. Tegelijkertijd stijgt de kans dat de Palestijnse staat het lidmaatschap verwerft binnen de Verenigde Naties. We moeten zowel op nationaal niveau als op internationaal niveau aandringen op een moedige aanpak van deze internationale kwestie.

Kortom, een Belgische erkenning van Palestina helpt de bal aan het rollen te krijgen om zo dringend noodzakelijke vooruitgang te boeken in de vredesgesprekken die al meer dan 17 jaar vruchteloos aanslepen en zich nu in een hardnekkig moeras bevinden.

Dirk VAN DER MAELEN (sp.a)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu les tragédies qui touchent les populations civiles palestinienne et israélienne depuis plusieurs dizaines d'années, ainsi que par la spirale de violence dont elles sont victimes;

B. témoignant sa solidarité avec les forces pacifiques des sociétés palestinienne et israélienne s'efforçant, de façon pacifique et non violente, d'apporter une solution durable au conflit au Moyen-Orient;

C. considérant qu'en novembre 1988, l'OLP a proclamé, à Alger, l'indépendance de la Palestine, et reconnu l'État d'Israël dans ses frontières de 1967;

D. considérant que, dans sa résolution 43/177 du 15 décembre 1988, l'Assemblée générale des Nations Unies a pris acte de la proclamation de l'État palestinien par le Conseil national palestinien le 15 novembre 1988 et a décidé que la désignation de "Palestine" serait utilisée au sein des Nations Unies;

E. considérant qu'en 2004, la Cour internationale de Justice a reconfirmé le droit à l'autodétermination du peuple palestinien;

F. sachant que depuis lors, 120 États, dont 8 États membres de l'Union européenne, ont reconnu la Palestine;

G. considérant que plusieurs États membres de l'Union européenne, en ce compris la Belgique, ont récemment revalorisé leurs relations diplomatiques avec l'Autorité palestinienne;

H. consciente qu'une reconnaissance par la Belgique est un acte politique réalisable, soutenant un projet qui consolide la paix, la stabilité et la démocratie dans le tumultueux Moyen-Orient;

I. convaincue qu'une solution équitable et durable du conflit israélo-palestinien est nécessaire pour pacifier et sécuriser l'ensemble de la région;

J. convaincue qu'une large reconnaissance internationale de la Palestine permettrait la conclusion d'un meilleur accord de paix, plus juste et plus équilibré;

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende de decennialange tragedies die de Palestijnse en Israëlische burgerbevolkingen treffen en door de spiraal van geweld waarvan zij het slachtoffer zijn;

B. zijn solidariteit betuigend met de vredesgezinde krachten uit de Palestijnse en Israëlische samenleving die op vreedzame, niet-gewelddadige wijze streven naar een duurzame oplossing van het conflict in het Midden-Oosten;

C. overwegende dat in november 1988 de PLO in Algiers de onafhankelijkheid van Palestina heeft uitgeroepen en de Staat Israël met de grenzen van 1967 heeft erkend;

D. gelet op resolutie 43/177 van 15 december 1988 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, waarin zij kennis neemt van de uitroeping van de Palestijnse Staat door de Palestijnse Nationale Raad op 15 november 1988 en besloten heeft dat de benaming "Palestina" binnen de Verenigde Naties moet worden gebruikt;

E. gezien het Internationaal Gerechtshof in 2004 het zelfbeschikkingsrecht van het Palestijnse volk herbevestigde;

F. wetende dat inmiddels 120 staten, waaronder 8 EU-lidstaten, Palestina hebben erkend;

G. aangezien verschillende EU-lidstaten, inclusief België, onlangs hun diplomatieke relaties met de Palestijnse Autoriteit opgewaardeerd hebben;

H. beseffende dat een Belgische erkenning een haalbare politieke daad is die steun betuigt aan een project dat vrede, stabiliteit en democratie in het tumultueuze Midden-Oosten consolideert;

I. ervan overtuigd dat een billijke en duurzame oplossing van het Israëlisch-Palestijnse conflict noodzakelijk is om in de gehele regio vrede en veiligheid te brengen;

J. ervan overtuigd dat een brede internationale erkenning van Palestina tot een beter, eerlijker en meer evenwichtig vredesakkoord kan leiden;

K. considérant que la reconnaissance de la Palestine affaiblirait le bouillon de culture des violentes représailles, renforcerait les forces modérées et démocratiques des deux parties, diminuerait le risque réel d'une nouvelle course aux armements dans la région et augmenterait la confiance des populations arabes dans l'Union européenne;

L. convaincue qu'une reconnaissance de l'État palestinien par la Belgique pourrait faciliter l'adhésion de la Palestine aux Nations Unies;

M. considérant que l'extention de l'implantation de colonies dans les territoires palestiniens occupés constitue une violation de l'article 49 de la 4^e Convention de Genève du 12 août 1949 et constitue un obstacle majeur à la paix;

N. soulignant que l'Union européenne et la Belgique, en raison du caractère illégal des colonies, ne connaîtront aucune modification apportée aux frontières antérieures à 1967, tant que les deux parties n'auront pas réussi à s'entendre à ce sujet;

O. rappelant qu'aujourd'hui, près de 500 000 colons se sont installés dans plus de 130 colonies illégales en Cisjordanie et Jérusalem-Est. Ce morcellement permanent des territoires occupés palestiniens rend peu à peu impossible la perspective d'une solution biétatique réalisable et équitable;

P. considérant que l'Union européenne, en tant que membre du Quartet, est investie d'une responsabilité particulière en ce qui concerne la paix et la sécurité en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, une région qu'elle considère comme son fief;

Q. rappelant que l'Union européenne et ses États membres sont, depuis des années déjà, disposés à contribuer à la réalisation d'avancées urgentes dans le cadre du processus de paix;

R. consciente qu'à l'occasion des révolutions arabes, les États membres de l'Union européenne considèrent unanimement qu'il est nécessaire de procéder à une réforme urgente et approfondie de la politique européenne de voisinage;

S. convaincu qu'avec la reconnaissance de la Palestine, notre pays et l'Union européenne contribuent mieux au processus de paix;

K. overwegende dat de erkenning van Palestina de voedingsbodem voor gewelddadige vergeldingsacties verzwakt, gematigde en democratische krachten bij beide partijen versterkt, de reële kansen op een nieuwe wapenwedloop in de regio afkalft en het vertrouwen van de Arabische bevolkingen in de EU vergroot;

L. ervan overtuigd dat een Belgische erkenning van de Palestijnse Staat kan bijdragen tot een succesvol lidmaatschap van Palestina bij de Verenigde Naties;

M. overwegende dat de uitbreiding van nederzettingen in de Palestijnse bezette gebieden een schending is van artikel 49 van het Vierde Verdrag van Genève van 12 augustus 1949 en een hardnekkige hinderpaal voor de vrede vormt;

N. erop wijzend dat de EU en België, wegens het illegale karakter van nederzettingen, geen aanpassingen aan de grenzen van voor 1967 zullen erkennen, zolang beide partijen hierover geen overeenkomst bereiken;

O. eraan herinnerend dat vandaag bijna 500 000 kolonisten zich op meer dan 130 illegale nederzettingen op de Westelijke Jordaanoever in Oost-Jeruzalem gevestigd hebben. Deze voortdurende versnippering van de bezette Palestijnse gebieden maakt het vooruitzicht op een haalbare en rechtvaardige tweestatenoplossing stilaan onmogelijk;

P. er op wijzend dat de Europese Unie, als lid van het Kwartet, een bijzondere verantwoordelijkheid draagt voor vrede en veiligheid in Noord-Afrika en het Midden-Oosten, een regio dat ze als haar achtertuin beschouwd;

Q. eraan herinnerend dat de EU en haar lidstaten, al jarenlang bereidheid tonen om bij te dragen tot dringende vooruitgang binnen het vredesproces;

R. beseffende dat EU-lidstaten naar aanleiding van de Arabische omwentelingen eensgezind een dringende en grondige herziening van het EU-nabuurshipsbeleid noodzakelijk achten;

S. overtuigd dat met de erkenning van Palestina, ons land en de EU beter bijdraagt tot het vredesproces;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de reconnaître pleinement la souveraineté du peuple palestinien et la représentativité de l'Autorité palestinienne, c'est-à-dire de procéder à une reconnaissance formelle de l'État de Palestine selon les frontières antérieures à 1967, et ce, en accord avec la résolution 43/177 de l'Assemblée générale des Nations Unies;

2. d'insister au sein des Nations unies et de l'Union européenne sur la reconnaissance de l'État de Palestine comme un État souverain dans les frontières d'avant 1967;

3. d'œuvrer à la reconnaissance réciproque des deux États, étape indispensable d'une solution juste et durable;

4. de soumettre la présente résolution au Parlement européen et au Conseil européen, au gouvernement et parlement israélien, à l'Autorité palestinienne et au Conseil législatif palestinien, au gouvernement et au Congrès des États-Unis, au gouvernement de la Fédération de Russie et au secrétaire général des Nations Unies.

26 avril 2011

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. de soevereiniteit van het Palestijnse volk en de representativiteit van de Palestijnse Autoriteit volledig te erkennen en dus over te gaan tot de formele erkenning van de Palestijnse Staat volgens de grenzen van voor 1967, overeenkomstig resolutie 43/177 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties;

2. binnen de Verenigde Naties en de Europese Unie aan te dringen op de erkenning van Palestina als onafhankelijke Staat binnen de grenzen van voor 1967;

3. te ijveren voor de wederzijdse erkenning van de beide Staten, die onontbeerlijk is om tot een billijke en duurzame oplossing te komen;

4. deze resolutie voor te leggen aan het Europees Parlement en de Europese Raad, aan de Israëlische regering en het parlement, aan de Palestijnse Autoriteit en de Palestijnse Wetgevende Raad, aan de regering en het Congres van de Verenigde Staten, aan de regering van de Russische Federatie en aan de secretaris-generaal van de Verenigde Naties.

26 april 2011

Dirk VAN DER MAELEN (sp.a)